



Paris, le 4 juillet 2003

**Federation syndicale  
des PTT**

23 rue de la Mare 75020 Paris

Tél : 01 44 62 12 00

Fax : 01 44 62 12 34

sud@sudptt.fr

Communiqué de presse

## **Non à la privatisation totale de France Télécom !**

Les craintes que SUD avaient exprimées dès l'arrivée de Thierry Breton à la tête de France Télécom se sont malheureusement confirmées.

Son plan de "redressement" passait par une première étape, l'austérité généralisée à travers le plan TOP pour rendre l'entreprise privatisable, une fois les marchés financiers rassurés.

La deuxième étape est à l'ordre du jour puisque Bercy a préparé dans le plus grand secret un projet de loi avec un double objectif : la modification du statut de l'entreprise rendant possible sa privatisation totale à tout moment, la modification du statut du personnel.

SUD réaffirme son opposition résolue à la privatisation de l'opérateur public ! Celle-ci livrerait entièrement le secteur des télécommunications aux appétits des marchés financiers dont le seul critère est la rentabilité immédiate. L'endettement monstrueux de France Télécom qui a failli mettre en péril l'opérateur, est déjà le résultat de sa mise en bourse suite à la première ouverture du capital.

La transposition en France de la directive européenne sur le Service Universel conduira à remettre en cause celui-ci, puisqu'il ne sera plus confié a priori à l'opérateur public, mais fera l'objet d'un appel à candidatures par "morceau". SUD rappelle à ce propos que, outre le Service Universel, France Télécom s'est vu confier d'autres missions de services publics, en particulier les "services obligatoires" de desserte de l'ensemble des zones géographiques du territoire ou les "missions d'intérêt général", toutes missions non remises en cause et qui justifient entièrement que l'opérateur historique reste public.

L'évolution du Service Universel sert donc de prétexte pour accélérer la privatisation de France Télécom en s'abritant derrière un argument officiellement juridique. Il s'agit bien de la décision politique d'un gouvernement décidé à privatiser tous les services publics les uns derrière les autres. France Télécom, Air France, EDF, GDF dès maintenant, la SNCF, La Poste et le secteur hospitalier demain ? Une fois de plus le gouvernement prépare ses mauvais coups pendant la période des vacances !!!

La privatisation totale de France Télécom met également en cause le statut de fonctionnaire de la grande majorité du personnel. La direction de l'entreprise annonce que des "garanties" ont été trouvées permettant que ce statut soit "préservé" indépendamment de l'évolution de l'entreprise.

SUD exprime les plus grandes inquiétudes à ce sujet : dans quelles conditions le statut sera-t-il garanti ? Quel sera le mode de gestion du personnel fonctionnaire ? Ne sera-t-il qu'une coquille vide ?

Plus généralement, la programmation actuelle de milliers de suppressions d'emplois risque de s'accélérer avec la privatisation totale. Cette situation ne peut qu'aggraver l'inquiétude de l'ensemble du personnel, quel que soit son statut, sur son avenir et celui de l'entreprise.

Nous n'accepterons aucune remise en cause du statut de fonctionnaire et combattons tout projet de privatisation totale de France Télécom !